

Etats espagnol : les Marches du 22 mars sur Madrid, « une réponse coordonnée »

samedi 22 mars 2014, par [La Marea](#) (Date de rédaction antérieure : 26 février 2014).

Non au paiement de la dette, non aux coupes budgétaires ; oui au travail et au logement dignes et aux droits sociaux garantis. Ces cinq points résument le manifeste et les revendications des Marches pour la dignité, une mobilisation coordonnée depuis différents points du pays et qui conflueront, le 22 mars 2014, en une grande manifestation à Madrid.

Différents membres de ces marches ont expliqué lors d'une rencontre à l'Ateneo de Madrid, le 26 février, leurs principales revendications. Ils/elles représentaient quelques-unes des luttes les plus importantes de ces dernières années, comme celles des travailleurs de la santé, du nettoyage, du métro et des transports publics ainsi que d'entreprises privées comme Coca-Cola [une usine d'embouteillage de la région de Madrid est menacée de fermeture] ou Panrico [1] qui se trouvent en plein conflit du travail.

Irene Montero, membre de la coordination madrilène, déclare : « *Les responsables de la situation dans laquelle nous nous trouvons sont les instituts financiers et le gouvernement.* » Les organisateurs espèrent que des milliers de personnes se rendent dans la capitale du pays pour donner la preuve d'une « réponse coordonnée » qui permettra de protéger les « droits sociaux de la majorité des travailleurs et travailleuses ».

Huit « colonnes » partiront du nord, nord-est, sud-est, sud, sud-ouest, nord-ouest, extérieur et international. La colonne du nord-est a été la première à se mettre en marche alors que le 25 février une marche de Catalogne a débuté et passe par Lleida, Alcañiz et Saragosse. Le départ des autres marches s'égrène entre le 1^{er} et le 20 mars, certaines à pied, d'autres au moyen de divers transports, selon la distance à parcourir.

Fernando Miñana, de la colonne de Murcie, a souligné la nécessité de lutter contre une dette « impossible à payer », causée « en grande partie par le sauvetage des banques ainsi que par les magouilles des grands projets urbains et d'infrastructures ». Miñana, dont la marche est partie le 9 mars, a revendiqué un audit qui permette d'identifier à « quelle minorité bénéficie ce pillage ».

« La dignité est la dernière des barricades »

Lorsque les marches arriveront finalement à Madrid, aura lieu une manifestation unitaire qui partira d'Atocha [où se situe la plus grande gare de Madrid] à 17h et, pour la suite du week-end, des assemblées et activités sont organisées. « Nous savons quand nous arrivons mais nous ne savons pas quand nous partirons », ont insisté les activistes, entourés, entre autres, de travailleurs de la santé, du nettoyage, du métro, de Coca-Cola et de Panrico.

Selon le représentant de la marche du sud-ouest, qui partira de Mérida, Alvaro Rodríguez, l'objectif, vise avant tout « à rassembler tous les "oui, on peut !" ». *L'Estrémadure a déjà réalisé sept marches, il est temps de les conduire toutes à Madrid et de lutter pour des objectifs communs.* » Ce dernier ajoute : « *La dignité est la dernière des barricades.* »

Une proposition en provenance des mouvements sociaux

L'idée des marches de la dignité est venue du syndicat andalou des travailleurs (SAT) qui a commencé, à la fin de l'année 2013, à contacter des organisations de tout le pays. « Nous voulons que cet appel ne vienne pas uniquement du SAT, mais plutôt de la population civile », expliquait le dirigeant syndical Diego Cañamero dans une interview accordée à *La Marea* en septembre 2013 [2]. « Je crois que nous devons unir le 90% de la société de sorte qu'il rejoigne Madrid pour déclarer au pouvoir politique que c'en est assez. Que nous ne voulons pas d'un pouvoir qui trompe, qui dénature, qui manipule le vote et qui fait le contraire de ce qu'il prétend », expliquait le syndicaliste.

Rapidement, le Frente Cívico de Julio Anguita et les Campamentos Dignidad ainsi que les marches d'Estrémadure s'ajoutèrent à l'appel, qui n'a eu de cesse de s'étendre jusqu'à englober les assemblées du 15-M [en référence à la manifestation du 15 mai 2011 qui a « enclenché » le mouvement des Indignados], les associations de quartier, les marées en défense du secteur public, les syndicats, les communautés chrétiennes de base, les assemblées de la Plataforma de Afectados por la Hipoteca [PAH, plate-forme lancée en 2009 contre les expulsions et en faveur d'un logement digne] et bien d'autres collectifs.

La Marea

P.-S.

* Article publié le 26 février 2014 par la revue La Marea.

* Traduction A l'Encontre. <http://alencontre.org/>

Notes

[1] En septembre 2013, la direction de cette entreprise de l'alimentation a annoncé le licenciement de 1914 employé·e·s - soit la moitié des effectifs. A la suite d'un premier conflit la direction et les syndicats sont parvenus à un « préaccord » en novembre 2013 « limitant » les licenciements à un peu plus de 700 et préparant des diminutions de salaire de 18%. Une usine située en Catalogne est cependant en grève depuis plus de quatre mois contre cette décision.

[2] <http://www.lamarea.com/2013/09/06/canamero/>